

authority, then he would oppose them, and, if necessary, vote to turn them out of office. When he had suggested last night that it would not be prudent to publish all documents just now, some of the Government supporters had reported that there was something in them which he desired to conceal. On the contrary, there was not one word which he was ashamed of as a public man, but he had felt it his duty to place in the hands of the Government all the information, confidential and otherwise, that had reached him; and such being the character of the correspondence in the hands of the government, he did not think it would serve public interests to publish it all at the present time. With reference to the report concerning the Minister of Public Works which had been referred to, he would say that when he first heard that report he denied it as utterly incredible. He then explained the origin of the story; how that Mr. Provencher had parleyed with the insurgents some two or three hours; they told him the course taken by Mr. Howe when he was in the Territory, had encouraged them to revolt; and not only that, but that another member of the Canadian Government had ordered them to persist in their demands till they secured them. Provencher denied this, and asked for the name. They answered they could not give the name, but if he would mention the names of the members of the Government, they would tell him if it was one of them. Provencher mentioned the names of three French members of the Cabinet, and they said he was one of them. He (Mr. McDougall) denied at the time this statement, and subsequently he thought the solution of the matter might be found in the fact that the Minister of Public Works had a brother, a high dignitary of the church, and that, perhaps, in correspondence with the clergy of the North-West his name might have been taken among the people to be that of the honourable Gentleman. He then went on to read the report of his remarks last night, as published, showing that all he had said was that the insurgents relied upon the Secretary of State for the Provinces, and some gentleman near him, for assistance. That statement was strictly correct. They did rely upon the assistance of these gentlemen, and in the speech of the Minister of Militia last night he had argued that there was great justification for those who had taken up arms, and while he censured the loyal Canadians and others who were ready to risk their lives in defence of his own Government, he had not a word to say in condemnation of those who had taken up arms to resist his representative; and when reports of the troubles manufactured by American sympathisers were published, all over the country, the Government, though in full possession from him of correct informa-

mais probablement d'encourager ceux qui résistent à l'autorité, il se tournera alors contre eux et, si nécessaire, votera en faveur de leur destitution. L'autre soir, lorsqu'il a suggéré qu'il ne serait pas prudent de publier tous les documents à l'heure actuelle, certains partisans du Gouvernement ont déclaré que ces documents contenaient des informations qu'il désirait cacher. Au contraire, il n'y a pas un seul mot dont il puisse avoir honte en tant qu'homme politique, mais il a pensé qu'il était de son devoir de remettre entre les mains du Gouvernement toutes les informations, confidentielles et autres, qui lui étaient parvenues, et, vu la nature de la correspondance entre les mains du Gouvernement, il n'a pas estimé qu'à l'heure actuelle, la publication de tous les documents servirait l'intérêt public. En ce qui concerne le rapport sur le ministre des Travaux publics dont il a été question, il déclare que lorsqu'il a entendu ce rapport pour la première fois, il l'a repoussé comme étant absolument incroyable. Il explique alors l'origine de l'histoire; comment ce M. Provencher a parlementé deux ou trois heures avec les insurgés; ils lui ont dit que l'attitude adoptée par M. Howe, lors de sa visite dans le Territoire, les avait poussés à se révolter, et pas seulement cela, mais qu'aussi un autre membre du Gouvernement canadien les avait enjoint de persister dans leurs réclamations jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction. M. Provencher a repoussé cette possibilité et a demandé un nom. On lui a répondu qu'il n'était pas possible de donner le nom, mais que s'il citait les noms des membres du Gouvernement, ils lui diraient s'il s'agissait de l'un d'eux. M. Provencher a alors mentionné le nom de trois ministres français et on lui a répondu qu'il s'agissait de l'un d'eux. À l'époque, il (M. McDougall) a réfuté cette déclaration et, par la suite, il a pensé que l'on pouvait trouver la solution dans le fait que le ministre des Travaux publics a un frère, haut dignitaire de l'Église et que, peut-être, par la correspondance avec le clergé du Nord-Ouest, son nom avait pu être pris, parmi les gens en question, pour celui de l'honorable ministre. Il continue alors en lisant le compte rendu des remarques faites par lui l'autre soir, telles qu'elles ont été publiées, mettant en évidence qu'il avait simplement dit que les insurgés comptaient sur l'aide du secrétaire d'État des Provinces et d'une certaine personne près de lui. Cette déclaration est strictement correcte. Ils comptaient sur l'un de ces messieurs et, dans son discours de l'autre soir, le ministre de la Milice a avancé qu'il était facile de justifier ceux qui ont pris les armes et, tandis qu'il condamnait les loyaux Canadiens et les autres qui étaient prêts à risquer leur vie pour défendre son propre Gouvernement, il n'a pas eu un mot de condamnation envers ceux qui ont pris les